

conditions défavorables de commerce avec nous. C'est là un fait admis par quelqu'un qui n'est pas autre que sir Richard Cartwright lui-même. Dans son discours de Pembroke, le 21 octobre 1890, il aurait dit : " Certains hommes, dont je respecte les opinions, apportent des objections à cette proposition de réciprocité illimitée, ils allèguent, avec force, que nous serons dans la nécessité, si nous en venons à un tel arrangement, d'admettre sur notre marché les marchandises des Etats-Unis dans des conditions plus favorables que celles qui seront faites à la mère patrie. Je ne nierai point que ce soit là une objection, et une objection qui est loin d'être sans importance.

Annexion et taxe directe

Le résultat inévitable de cela serait, dans mon opinion, l'annexion aux Etats-Unis de la Confédération canadienne. Les avocats de la réciprocité illimitée, de ce côté-ci des lignes, nient qu'elle doive avoir un pareil effet, mais ses partisans dans les Etats-Unis prouvent comme motif principal de son adoption le fait que cette réciprocité illimitée serait un premier pas dans le sens de l'union politique.

Il est, cependant, une autre conséquence évidente de cette annexion, que personne n'a eu la hardiesse de discuter, c'est que la réciprocité illimitée nécessiterait l'imposition de la taxe directe sur le peuple de notre pays, jusqu'à concurrence de pas moins de quatorze millions de piastres par année. Cette vérité est clairement établie dans une lettre remarquable, adressée, il y a quelques jours par M. E. W. Thomson—un radical et un libre-échangiste—au *Globe* de Toronto. M. Thomson, naguère encore, faisait partie du bureau de rédaction de ce journal : malgré cela, cependant, le *Globe*, avec la mauvaise foi qui le caractérise, a refusé de publier cette lettre ; mais elle est arrivée jusqu'au public par un autre canal. M. Thomson démontre avec beaucoup de clarté que la perte du revenu des douanes sur les articles importés des Etats-Unis dans ce pays, en cas d'adoption de la politique de réciprocité illimitée ne se monterait pas à moins de sept millions de piastres par année. Bien plus, cela ne représente en aucune façon, la perte totale de revenu qu'entraînerait l'adoption d'une semblable politique. Si, à l'heure qu'il est, les manufacturiers des Etats Unis peuvent faire aux produits anglais une compétition profitable, que